

AU POINT DE PRESSE DU PORTE -PAROLE DU GOUVERNEMENT

Plus de 3 Milliards d'UM pour les petites entreprises et la micro-finance

Dans son premier point de presse hebdomadaire après sa nomination le 13 novembre dernier, le nouveau ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement, M Hamoud Ould Abdi (notre photo) a informé la Presse nationale et étrangère des résultats du dernier Conseil des ministres. Mais avant d'aborder les résultats du Conseil des ministres, le Porte-parole du gouvernement a d'abord évoqué les élections présidentielles du 7 novembre qui ont constitué la 17ème élection organisée en Mauritanie et qui furent une preuve de la maturité du Peuple mauritanien, de son attachement au modèle démocratique pluraliste et à l'Etat de droit.

Pour le ministre, les observateurs qui ont suivi le climat dans lequel s'est déroulé cette élection ont pu savoir où, le peuple mauritanien place sa confiance, une confiance manifestée à travers les meetings et les manifestations électorales et prouvée par les urnes le 7 novembre 2003, au cours d'élection transparente qui s'est déroulée suivant les règles suivies dans les plus grandes démocraties du Monde, avec une carte d'identité infalsifiable, des listes électorales publiées sur internet, des urnes transparentes, des isolements garantissant le secret du vote, l'encre indélébile et la présence des représentants des Candidats dans l'ensemble des bureaux de vote. Des



représentants qui ont signé les procès verbaux et témoigné dans ces procès-verbaux et dans les media sur la transparence des élections. Ainsi, les voix dissonantes -a ajouté le ministre- ne pourront pas dans cette ambiance de consensus national et la reconnaissance par tous, de la crédibilité de ces élections et de leur transparence totale, attirer l'attention d'un quelconque observateur averti, avec leurs allégations mensongères.

Revenant aux travaux du Conseil des ministres, le Porte-parole du gouvernement a déclaré que le Président de la République a souligné l'importance capitale que revêt l'étape actuelle dans

la construction du projet de société dont il a tracé les contours dans son programme électoral et insisté sur la nécessité de commencer le plus tôt possible et sans retard les réalisations urgentes qui rentrent dans le cadre de ses engagements électoraux. Figure en tête de ces priorités, l'amélioration du rendement de l'administration et de la gestion des ressources matérielles et humaines de l'Etat. C'est ce qui explique donc, la mise en place d'un comité inter-ministériel chargé d'étudier la question et de définir les voies et moyens susceptibles de rendre l'administration capable de répondre aux attentes des populations. *Suite en page 3*

suite de la page 1

Au Point de Presse du Porte-parole du gouvernement

Plus de 3 milliards d'UM pour les petites entreprises et la micro-finance

La deuxième priorité urgente qui figure également au chapitre des engagements du Président de la République, est relative à la lutte contre le chômage et à la création d'opportunités d'emploi pour la jeunesse et les diplômés. Et le ministre de signaler qu'un deuxième comité inter-ministériel a été créé pour étudier le lancement d'une Agence nationale pour l'Emploi. Le Porte-parole du gouvernement a déclaré que le Conseil des ministres a avalisé la stratégie nationale de la Micro-finance qui vise à fournir des services financiers appropriés en vue de répondre aux besoins et capacités des populations pauvres qui ne bénéficient pas des prestations fournies par le service bancaire classique rappelant à ce sujet l'expérience des Capec ainsi que les structures de crédits au niveau de certains projets de développement. Cette nouvelle orientation aurait été traduite dans les faits par la BCM et le CDHLCPI qui ont mis en place une stratégie nationale pour les Micro-finance. Une stratégie qui s'articule sur trois axes essentiels avec un cadre juridique et législatif favorisant l'émergence des micro-entreprises, une offre constante et accrue des produits et services surtout dans les zones non couvertes

par des organes de financement et un cadre de concertation efficace et conforme à l'esprit de la stratégie en question, soulignant que le plan d'action de la stratégie au titre des cinq années à venir, bénéficiera d'un financement de l'ordre de 3 337 750 USD soit plus de 951 millions d'ouguiya. Des organismes ont déjà manifesté l'intérêt pour financer certains aspects de cette stratégie avec le PNUD qui se chargera de l'assistance technique et du renforcement des capacités et la BAD de la seconde phase ayant trait à la réduction de la pauvreté.

Quant à la stratégie de promotion des micro et petites entreprises approuvée elle aussi, par le Conseil des ministres elle s'inscrit selon le Porte-parole du gouvernement dans le cadre du CSLP et de son volet intitulé : ancrage de la croissance dans la sphère économique des pauvres à travers l'amélioration des conditions de la croissance et de la productivité.

Cette stratégie de promotion englobe quatre axes dont l'appui aux petites et moyennes entreprises, la création d'un organe de financement approprié, l'encouragement des travaux à haute intensité de main d'œuvre, de la technologie appropriée et bénéficiera d'un financement de l'ord-

re de 7 483 745 USD soit 2 132 867 325 UM. Des dispositions qui traduisent -selon le Porte-parole du gouvernement- tout l'intérêt qu'accorde le Président de la République à la nouvelle phase de notre processus de développement ainsi que l'ambition qu'il a pour le pays.

Le ministre répond aux questions

Interrogé sur la nature du comité inter-ministériel chargé de plancher sur les voies et moyens susceptibles d'améliorer le rendement de l'administration, le Porte-parole du gouvernement a déclaré qu'une telle mission s'inscrit dans le cadre de la consolidation des acquis, l'administration étant l'appareil du développement et l'homme étant son moteur. A une autre question relative au complot évoqué par les autorités à l'issue des élections du 7 novembre, le Porte-parole du gouvernement a estimé que les partis d'opposition et leurs mentors ont toujours utilisé le mensonge même avant les élections, qu'ils sont anti-démocratiques et n'ont jamais compté sur le scrutin pour arriver au pouvoir. Et pour preuve -a-t-il déclaré- en 12 ans ils n'ont jamais construit de partis politiques réels, s'alliant et se repoussant au gré des circonstances sans se préoccuper d'enraciner la culture démocratique et utilisant tout

conours extérieur de nature à porter préjudice au pays. Lors des dernières élections leur participation était faible sur un plan national et a d'ailleurs révélé leur taille réelle. Ainsi leur action politique s'est limitée à chercher à avoir le pouvoir sur un plateau d'argent. L'autre preuve avancée par le ministre aura été la candidature de Ould Haidalla, une candidature qui a constitué un désaveu pour cette classe politique rappelant au passage les affres de la période où il était au pouvoir quand il (le ministre) était en détention lui-même au Génie militaire et le ministre de prendre à témoins les journalistes présents qui ont eux aussi eu à souffrir durant cette période.

Concernant les arrestations le ministre a révélé qu'il y avait des plans de déstabilisation qui ont été découverts dans des documents avec débuts d'exécution qui se sont manifestés à travers des graffitis sur les murs, l'appel au soulèvement, à la violence et à tout ce qui pouvait porter préjudice à la cohésion sociale le tout couronné par des menaces proférées à l'encontre des autorités (Walis, et autres responsables) dans le but de créer une psychose préalable à la déstabilisation.